



HAL
open science

Beyrouth : quelle ville pour quel citoyen ?

Michael F. Davie

► **To cite this version:**

Michael F. Davie. Beyrouth : quelle ville pour quel citoyen ?. *Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph*, 1995, 16, pp.27-35. hal-01092498

HAL Id: hal-01092498

<https://hal.science/hal-01092498>

Submitted on 8 Dec 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

BEYROUTH: QUELLE VILLE POUR QUEL CITOYEN?

MICHAEL F. DAVIE*

RÉSUMÉ

La reconstruction de Beyrouth pose le problème de la participation des principaux intéressés, les Beyrouthins, aux décisions qui les affectent. La pratique démocratique ne joue pas au moment où les institutions étatiques sont neutralisées. La reconstruction risque d'institutionnaliser alors une dualité à la fois spatiale et sociale au cœur même de la ville.

Mots-Clés: Beyrouth - Reconstruction - Démocratie - Citoyen - Municipalité - Ségrégation spatiale.

ABSTRACT

BEIRUT: WHAT CITY FOR WHAT CITIZEN?

The reconstruction of Beirut poses the problem of the participation of the persons, the *Beirutis*, concerned by the decisions which will affect them. The practice of democracy is lacking at the very moment when the State institutions have been neutralized. The reconstruction process will thus institutionalize a spatial and social duality in the very heart of the city.

Key-Words: Beirut - Reconstruction Processes - Democracy - Municipality - Spatial Segregation.

بيروت : أي مدينة لأي مواطن ؟

خلاصة

تطرح إعادة إعمار بيروت قضية مشاركة أصحاب العلاقة الأساسيين - أي أهل بيروت - في القرارات التي تطولهم. فلا دور للممارسة الديمقراطية عندما يوضع حدّ لفاعلية مؤسسات الدولة. فهكذا، ينجم من إعادة الإعمار خطر إقامة ثنائية مكانية واجتماعية معاً في قلب العاصمة.

الكلمات الأساسية : بيروت - إعادة الإعمار - الديمقراطية - المواطن - البلدية - الفرز المكاني.

* Géographe, Professeur, Département de Géographie, Université François-Rabelais de Tours, B.P. 1206, 37012 Tours Cedex; Chercheur, U.A. 365 "URBAMA" (Urbanisation du Monde Arabe), B.P. 2221, 37021 Tours Cedex 21 (France). E-Mail: davie@univ-tours.fr

La reconstruction de la ville de Beyrouth pose problème, non pas par les choix des projets ou du cadre juridique des entreprises amenées à bâtir et à aménager, mais par le constat qu'un volet, central à nos yeux, a été occulté: la place du citoyen, du "Beyrouthin", dans le projet de reconstruction et son rôle dans une ville qui se reconstruit. Car si bâtir est un geste relativement aisé, celui d'identifier et d'aménager un espace économique et social qui par nécessité doit être un espace démocratique accessible à tous, est à une autre échelle de complexité.

Au-delà du rapport entre le citoyen et son cadre matériel, notre intervention se propose de poser des questions sur le rapport entre le citoyen et la *polis*, c'est à dire entre démocratie et ville dans le cas de Beyrouth. Ces interrogations nous paraissent importantes, non pas parce que la démocratie devient — enfin — un terme de référence partout dans le monde, mais parce qu'au Liban, et notamment dans ses villes, la question du rapport du citoyen envers son environnement social et politique ne se pose même pas. Or la reconstruction de la ville pour qu'elle soit réussie dans le temps long, nécessite la mise en place ou la résurrection d'organes de participation, de structures de négociation entre le Pouvoir et le *demos* qui font actuellement défaut.

Notre contribution¹ portera sur l'état de la chaîne d'intermédiaires, institutionnels ou informels, ces lieux de débat entre la base et le sommet, matérialisé plus précisément par les décideurs de la reconstruction, qui permettent à chacune des parties de se faire entendre et d'infléchir par le dialogue les décisions de l'autre, sans recours à la violence, sans la menace d'un retour à une autre guerre.

1. Les acteurs de la reconstruction et leurs stratégies

La reconstruction est à la fois visible, par les formes du bâti, la morphologie et la structure de la nouvelle ville, et invisible, par les stratégies des acteurs qui ont œuvré pour que ce cadre soit édifié, en fonction de politiques de rentabilité, de visées idéologiques, de représentations et d'utopies, et également d'intérêts individuels ou collectifs. Ces deux volets, malgré la simplicité des relations bijectives qui les lient, sont en fait complexes à démêler, tant les relations entre les différents acteurs sont floues, souvent unilatérales, sinon inexistantes.

Les acteurs de la reconstruction sont apparemment nombreux. Au plan élémentaire, reconstruire est une décision individuelle et libre puisqu'un propriétaire, un ayant-droit, a le choix ou pas de reconstruire l'édifice qui lui appartient. Cependant, dans l'état actuel de la législation sur le Centre-Ville, seule la *réhabilitation* des bâtiments est acceptée, avec de nombreuses

¹ Ce texte reprend les grandes lignes d'une conférence donnée à l'Institut du Monde Arabe à Paris le 19 mai 1994, lors d'une journée consacrée au thème "La reconstruction de Beyrouth".

restrictions, voire des interdits. Et quand l'autorisation de reconstruction lui est accordée, c'est à condition que le bâtiment entre dans le cadre du Plan prévu pour le secteur en question. Dans les deux cas de figure, si la "reconstruction" est l'expression d'une stratégie personnelle, elle est conditionnée par la réglementation officielle qui régit cet espace et qui est liée à la représentation que se font les promoteurs de l'avenir de la capitale. "Reconstruire", c'est nier le temps de la guerre, de l'anarchie et de la paupérisation; c'est recréer un espace d'avant-guerre, avec sa prospérité et ses mythes, dans un Centre-Ville "modernisé", réglementé par la société chargée de la reconstruire ou par l'État et accepté par tous.

La reconstruction peut aussi paraître entrer dans un processus démocratique puisque la réglementation a permis une large participation du public aux actions de la Compagnie Foncière. Les particuliers, et ils étaient nombreux, ont ainsi pu participer au capital investi et, par l'actionnariat, parier sur des dividendes futures: les actionnaires étaient surtout des Libanais résidents désirant recycler des capitaux dans le secteur foncier beyrouthin². Cette démocratisation du capital n'est, en réalité, qu'apparente. Plus qu'une large aussi au projet de reconstruction, elle a agi comme une contrainte dépossédante, aboutissant à faire remplacer un groupe d'acteurs par un autre: les propriétaires d'avant guerre, "compensés" pour leurs terrains par des titres de propriété, se voient marginalisés par rapport à la décision au profit des détenteurs de capitaux, individuels ou sociétaires, au sein de la Compagnie Foncière. A terme, c'est permettre à d'autres acteurs de la reconstruction d'émerger, remplaçant les anciens propriétaires fonciers.

Quant aux Libanais de l'étranger qui ont rapatrié une partie des capitaux pour investir dans le projet, leurs stratégies ne sont pas comparables à celles des résidents, ne serait-ce que par l'importance des capitaux et des idéologies qu'ils véhiculent. Pourquoi investir dans le foncier au Liban quand des opportunités à moindre risque existent ailleurs? Pour certains, il est possible d'identifier des ambitions politiques ou sociales personnelles à satisfaire par une présence "en ville" à travers un titre. Pour d'autres, ce seraient les perspectives d'un profit rapide dans un pays où règne une législation laxiste en matière d'imposition.

La reconstruction est également une stratégie de groupe économique ou social. Mis à part les gestionnaires des biens *waqf* qui, au nom de leur communauté ou des intérêts matériels de celle-ci, décident de reconstruire, quitte à remembrer ou à échanger des lots dans une stratégie de rentabilité, des groupes financiers se sont également constitués pour édifier cet espace dévasté par la guerre. Leurs visées sont multifformes: le profit immédiat à travers la plus-value des titres ou des profits à plus long terme sur le pari de la prospérité retrouvée et de la centralité de Beyrouth. Souvent alliés à des capitaux

² Il est cocasse de relever que d'anciens chefs de milices, responsable de la destruction du centre, soient aujourd'hui acquéreurs de titres pour sa reconstruction.

étrangers, arabes ou autres, ces groupes ne voient dans Beyrouth qu'un site intéressant pour leurs affaires: un interface entre le monde arabe "profond" (la Péninsule arabique, le Golfe arabo-persique) et le monde industriel du Nord. Pour eux, Beyrouth n'est qu'un territoire à exploiter, un relais obligé, un bien à faire fructifier, un objet. Les sensibilités pour l'architecture locale, la nostalgie des souks à l'ancienne, la convivialité de ces espaces privilégiés, la symbolique urbaine, ne sont pour eux que des états d'âme qui n'ont pas de place dans la recherche du plus grand profit.

Quant à l'État libanais, le principal intéressé, force est de constater qu'il n'a, en tant que tel, aucune vision pour le centre de la cité. Au nom d'un libéralisme qu'il affirme avoir été au centre du "miracle libanais" — confondant par là économie de marché et laisser-faire, manque de contraintes et liberté — l'État a concédé la reconstruction à une société privée. Par l'assise étroite des institutions constitutionnelles, leur composition sociale et leur faiblesse structurelle, l'État est incapable d'afficher un projet pour la ville et pour le pays, tant les intérêts publics et privés sont imbriqués. Aussi, concéder l'avenir de la capitale à une société privée lui semble-t-il tout naturel. D'ailleurs, les dirigeants de la Société ne sont-ils pas présents aux échelons supérieurs de la hiérarchie politique?

Plus contraignant que tous, l'étranger, au sens large du terme, est le dernier acteur car la reconstruction, son ampleur et sa vocation dépendront, en dernière analyse, des intérêts étrangers, voisins proches ou lointains. Dans un Moyen-Orient en paix, la place de Beyrouth devra tenir compte de l'importance accordée à Haïfa, Ashkelon, Lattaquié et peut-être prochainement Gaza. Beyrouth aura aussi à se positionner face aux villes du Golfe arabo-persique, bien ancrées dans les réseaux internationaux et qui jouent efficacement leur rôle entre le monde arabe et les places financières du Nord. Enfin, à une autre échelle, il leur reste à démontrer le rôle de Beyrouth dans le Nouvel Ordre international, à lui définir une économie de production qui prendrait la relève des activités rentières liées à sa position géographique de relais obligé en Méditerranée Orientale.

2. Quelle négociation?

La négociation ne concerne finalement qu'une part restreinte de la population citadine: particuliers, groupes financiers, personnalités politiques, intellectuels, individus nostalgiques. Si elle a été fructueuse jusqu'à présent, et si certaines stratégies se sont recoupées pour induire des changements majeurs dans la législation et les projets, il reste que ces relations ignorent deux points essentiels. D'abord le futur utilisateur du Centre-Ville, ce "consommateur d'espace", celui qui fera de la reconstruction un succès, est partout occulté. Car la décision sur l'avenir du centre de la ville lui échappe complètement. Ensuite le contenu de la négociation a concerné, et ne concerne toujours que l'économique et l'esthétique, laissant pour compte le social et le politique.

Les différents plans de la reconstruction de Beyrouth, commandités par les Pouvoirs qui se sont succédés depuis 1978, reposent sur un axiome simple: reconstruire le centre de Beyrouth, c'est reconstruire Beyrouth et, en sous-entendu, le Liban. L'inanité de ce postulat et surtout l'incohérence de certaines solutions technocratiques proposées pour ce site reposent sur l'absence flagrante de consultation de l'utilisateur principal de cet espace urbain: le citoyen. Car l'espace géographique n'est pas seulement un cadre physique conçu en fonction de modèles s'inscrivant dans la culture et les représentations mentales des architectes et des urbanistes. Ces derniers, ceux qui construisent et ceux qui les contestent, que savent-ils réellement des mutations fonctionnelles et architecturales de la ville et de son centre entre 1900 et 1975? L'ensemble de la production "officielle" iconographique et textuelle sur la reconstruction de Beyrouth fait référence à des modèles d'importation (les "centres d'affaires", les "centres financiers", "l'opéra de Beyrouth"), anciens (les "souks reconstruits"), pastiches (la récupération d'éléments architecturaux "traditionnels"). On fait appel aux mythes ou à des "évidences" jamais étayées par de quelconques études: "l'ouverture millénaire de Beyrouth sur la mer", "l'art d'habiter des Beyrouthins", "la vue sur les montagnes"... Autant de modèles teintés d'un orientalisme gratuit transmis par les écoles d'architecture locales, copiant leurs cursus sur ceux de l'Occident, modèles dont la plupart ne tiennent aucunement compte des préoccupations des habitants de la ville. La reconstruction sera donc constituée de modèles imaginés, sinon des pastiches de cadres supposés préexistants, et auxquels aucune étude systématique n'a été consacrée jusqu'à présent. Ainsi que connaît-on de l'architecture de la maison beyrouthine à cour centrale ouverte et de ses évolutions en hauteur qui ont donné les premières manifestations de l'habitat collectif; du bâtiment à module carré, élevée en hauteur pour donner une tour, qui constituait le type dominant des espaces ruraux périurbains du XIXème siècle; des mutations internes et externes de la demeure urbaine "aux tuiles rouges"; de l'architecture et de l'organisation interne des bâtiments officiels ottomans (le Grand et Petit sérails, par exemple), ou des bâtiments d'inspiration européenne de cette même époque (le bâtiment de la Banque Ottomane, les gares, les halles, des écoles et Universités, certaines églises...). Sans oublier la période du Mandat, avec la large variété de styles, des variantes locales de modèles plus anciens ou ceux d'importation : les casernes, le bâtiment de la Municipalité elle-même, ceux des banques européennes du quartier de Ma'arad ou des rues Foch, Weygand et Allenby? Que savent enfin les concepteurs de l'anthropologie urbaine locale, des comportements des Beyrouthins et de leurs représentations? Car, s'agissant du Centre-Ville, il est surtout un cadre d'activités, un réseau de contacts, d'échanges et de rencontres, un espace d'expression public pour l'ensemble des habitants de la ville.

Partant de cette évidence, et dans le but de concrétiser la stabilité politique, objectif avoué du Pouvoir et tant désirée par la population, il nous semble important d'activer une certaine forme de négociation entre l'ensemble des acteurs de la ville, et non seulement de limiter le débat entre ses concepteurs et les quelques groupes intéressés par la reconstruction. En

démocratie, une série d'institutions intermédiaires ne sont-elles pas nécessaires à la consultation à tous les niveaux de la pyramide politico-sociale? Qu'en est-il au Liban? Force est de constater la carence de ces institutions légales et de toute autre forme de négociation. Certes, dans la marche actuelle du dernier projet proposé les apparences formelles de démocratie et de légalité sont respectées: on a tenu compte de certaines objections et des protestations sur des points précis des deux projets précédents. Mais le caractère unilatéral des lois promulguées pour la plupart sans négociation préalable ne doit pas être oublié non plus. Et si le jeu semble libre aujourd'hui, on sait qu'en réalité les dés sont pipés car les institutions urbaines locales, politiques, publiques ou professionnelles, n'ont jamais été opérantes. Faut-il encore souligner que les rapports entre le citoyen et l'État libanais sont minimes, sporadiques et univoques?

Ainsi, les députés sont-ils des élus sans devoirs envers la base et qui ne rendent que de petits services occasionnels. Ils ne sont pas perçus comme des censeurs représentant le corps des citoyens. Il n'est nullement question pour eux de transmettre à la Chambre des doléances collectives, ni de débattre de projets de société ou de remplir un rôle de contrôle et d'équilibre du Pouvoir. Appartenant pour la plupart aux dynasties "féodales" ou miliciennes, représentants communautaires, *za'ims* de quartier ou imposés par l'étranger, les députés ne voient pas l'intérêt de défendre la ville. Certains d'entre eux ne l'ont-ils pas d'ailleurs livrée aux milices, à la destruction militaire ou aux armées étrangères? Le Pouvoir en général est peu concerné par le sort de la ville. Celle-ci n'est en tout cas pas perçue comme une entité productive qui a ses règles et ses mécanismes et qui est capable d'entraîner vers le développement le reste du pays. La ville n'est qu'un instrument de pouvoir permettant d'assurer des revenus, licites ou illicites, et de perpétuer leur état propre. Cette logique de pouvoir de type bureaucratique a d'ailleurs neutralisé les appareils de l'État depuis les premiers jours de l'Indépendance. Toujours opérante au Liban, elle neutralise aujourd'hui l'équipe actuelle au pouvoir, pourtant très puissante et qui n'en est pas issue. D'origine entrepreneuriale, celle-ci se heurte aux logiques habituelles de pouvoir qui la paralyse dans ses ambitions.

Même la Municipalité, cet organe en principe élu et chargé des affaires publiques, et qui fut créée par les Ottomans dans le dernier quart du XIXème siècle, a été neutralisée. A ce propos, les dernières élections municipales remontent à plus de trente ans et l'État n'a rien trouvé de mieux que de reconduire les pouvoirs de son président, le *Ra'is al-Baladiyyé*, écartant par là toute possibilité de participation des Beyrouthins aux affaires publiques de leur ville. D'ailleurs, se pose ici une question fondamentale: qui est aujourd'hui Beyrouthin? Car "Beyrouthin" ne signifie pas, aux yeux de la Loi, un habitant de Beyrouth: la carte d'identité libanaise est explicite sur ce point. N'est Beyrouthin que celui qui était enregistré à Beyrouth lors du recensement de 1932, ainsi que ses descendants, quels que soient les lieux de résidence effectives. Ne sont donc pas Beyrouthins ceux qui sont en ville depuis cette date, quel que soit le nombre d'années de résidence, c'est-à-dire la grande majorité des habitants. En cas

d'élections, municipales ou législatives, c'est écarter leurs opinions de la gestion de la ville dans laquelle ils résident depuis deux générations³.

Mais le problème ne se limite pas à l'absence de relations entre l'individu et sa municipalité ou l'individu et la chambre des députés. Il n'y a non plus aucune négociation entre par exemple SOLIDERE, société foncière chargée de la reconstruction, et la principale autorité publique qu'est la Municipalité, malgré les carences administratives de celle-ci. Vu le rapport de forces en présence, la Municipalité n'a d'ailleurs pas voix au chapitre. Est-elle simplement autorisée à poser des questions sur la ville dont elle a la responsabilité de gestion? Est-il nécessaire, par exemple, de reconstruire? Peut-on l'empêcher au nom d'autres intérêts? Peut-on empêcher la démolition du patrimoine historique et archéologique? Peut-on proposer d'autres visions de la ville? A t-on un regard intime sur le fonctionnement de la reconstruction? Autant de questions que notre Municipalité ne se préoccupe pas de poser.

Au niveau le plus bas, on aurait pu penser que les faiseurs d'opinion, les plus proches de la base, (les groupes de pression, les personnalités et leur clientèle, les associations professionnelles ou culturelles), auraient fait entendre leurs voix. Il n'en a rien été: l'Association des propriétaires fonciers du Centre-Ville, par exemple, n'a émergé que pour la défense de ses intérêts limités; les associations professionnelles n'ont aucune stratégie à long terme. Des personnalités se sont certes exprimées, mais pour des intérêts politiques immédiats. Les associations culturelles elles, ont avancé bien plus des visions nostalgiques ou sentimentales que des projets urbains réfléchis et convaincants. La ville, en tant que telle, ne rentre pas dans les idées-forces idéologiques des partis politiques recrutant dans les banlieues sur des bases confessionnelles. Enfin, malgré le nombre de manifestations publiques organisées tant au Liban qu'à l'étranger, les intellectuels n'ont pu mobiliser une masse critique de sympathisants et sont restés en marge des décisions. D'ailleurs, comme les promoteurs, ceux-ci semblent plus attachés aux conceptions plastiques et à l'efficacité des aménagements qu'à une réflexion anthropologique, à une analyse des besoins réels et urgents, des fonctions et des évolutions.

Il découle pour le Beyrouthin, de souche ou récemment installé, une exclusion de toute structure collective de participation. L'appareil d'État de la République Libanaise n'est qu'un cadre formel aux structures "démocratiques" vides de substance et qui ne servent qu'à légitimer un pouvoir sans assises. Le sort de Beyrouth et des Beyrouthins, le moteur économique du pays, est entre des mains extérieures: rentiers de l'économie de guerre, féodaux de la montagne, seigneurs de la guerre, intermédiaires du capital régional ou international, clients de la Syrie ou d'Israël, et des régimes arabes du Golfe ou de la Péninsule Arabique. L'étape "démocratique" de la reconstruction au sens le plus élémentaire du mot, sinon par les formes extérieures de la consultation formelle,

³ Les transferts des dossiers depuis le lieux d'inscription vers le lieu de résidence effective est théoriquement et légalement possible. Il est interdit depuis les années 1980.

est occultée. Le Beyrouthin, sans droits, ne peut alors avoir de responsabilités. C'est éjecter hors du système le principal intéressé.

3. Démocratie et ville

Cet écart entre la population et le pouvoir sensé la représenter et qui reconstruit aujourd'hui la ville, s'exprime aussi au plan de la spatialité. A l'image de ces deux agrégats politiques qui se tournent le dos, le pouvoir et la population, Beyrouth reconstruite risque d'avoir deux visages antagonistes: une ville neuve et efficiente, et une autre ville, concédée aux exclus du système. Car la reconstruction "de Beyrouth" ne concerne, *in fine*, que la reconstruction d'une partie de son centre, rien qu'en fonction de la plus grande rentabilité. Les projets réservent le Centre-Ville à des fonctions nobles, à forte valeur ajoutée: tours, centres financiers, sièges de banques ou compagnies internationales et qui auront choisi Beyrouth selon des stratégies conjoncturelles. A côté, certains souks seront reconstruits pour un tourisme de haut de gamme, "en respectant l'architecture et l'ambiance d'antan". Le long du front de mer aménagé, s'aligneront des habitations de grand standing, avec vue sur des marinas réservées à une clientèle très aisée. Des parcs, espaces verts et avenues bordées d'arbres seront partout présents dans ce centre et des points forts en souligneront la vocation culturelle.

Ce pari (car s'en est un) est celui de la centralité retrouvée de la ville. Mais, le Centre-Ville sera aussi l'espace le plus cher de Beyrouth, celui des grands investissements, celui aussi des plus grands frais d'entretien. Mais l'espace autour de ce centre, c'est à dire le reste de la ville, sera laissé en l'état, sinon recomposé en fonction d'initiatives privées. On verra alors deux villes se profiler: un Centre-Ville, intrinsèquement un espace d'exclusion aussi bien fonctionnel que social, et le reste de Beyrouth, livré à lui-même. Le Centre-Ville, expression des ambitions actuelles d'un petit groupe stratégiquement situé au cœur même de l'État, servira aussi, par convergence d'intérêts, aux nécessités spatiales d'autres groupes, à d'autres échelles: les financiers arabes, européens ou nord-américains. D'espace historiquement ouvert⁴, ce lieu de parcours et de rencontres mutera en un espace encore plus fermé, lieu des décisions unilatérales et du pouvoir autonome et placé en porte-à-faux par rapport au reste de la ville et à l'ensemble de la population. L'absence d'appareils de régulation et d'organes collectifs d'expression, officiels ou informels, laisse peu de marge pour des changements futurs. C'est paver la voie au retour du populisme qui nourrit la segmentarité. C'est aussi forcer la négociation à épouser des formes violentes, seuls moyens d'expression laissés à la population. Isolé de son environnement politique et social, le Centre-Ville reconstruit ne sera qu'un îlot

⁴ Cet espace ouvert ne doit pas être confondu avec la notion d'*espace public*. Le Centre-Ville avait perdu son rôle d'espace public s.s. dès les premières années de Mandat. La République Libanaise n'a fait que confirmer cette caractéristique fermée de cet espace, politiquement neutralisée, pourtant "ouvert" à tous.

de prospérité à protéger (par la violence?) de la violence de ceux qu'il va marginaliser.

Conclusion

En conclusion, la reconstruction du Centre-Ville de Beyrouth ne peut pas se limiter à sa simple expression matérielle. Jusqu'à présent, l'attention n'a porté que sur des projets urbanistiques, faisant l'impasse sur le volet social et politique. Stratégies d'un petit groupe social, en complaisance avec la bureaucratie officielle et tirant profit du flou institutionnel, le Centre-Ville reconstruit, à l'image de ses représentations et de ses ambitions, restera fermé au reste de l'agglomération. Ramener la reconstruction à un geste matériel et faire du quartier central une création isolée, c'est ignorer le sens de la ville, toute la vie de la ville qui est une organisation de quartiers, une combinaison de fonctions et d'activités, une rencontre d'individus et de communautés. C'est surtout ignorer son rôle premier, celui de tisser des liens, des réseaux et des aires d'influence, si nécessaires à sa survie.

Le projet ainsi conçu, paraît porter en lui-même son propre effet pervers. Par la négation des corps intermédiaires entre la base et le sommet, entre les citoyens, la société et l'État libanais, il peut finir par contredire sa propre logique dont l'objectif est de ramener la paix dans la cité. Les solutions urgentes nous semblent être la définition d'un projet urbain constituée dans le contexte d'une politique économique nationale conçue non pas en fonction d'un profit tiré du hasard historique mais fondée sur des stratégies réfléchies de développement, couplée à des réformes politiques profondes permettant l'émergence de formes démocratiques. Utopique dans le contexte intérieur du Liban d'aujourd'hui, ce projet demeure un objectif à atteindre. Car si l'économie rentière, ce "miracle libanais", a permis à nombre de citoyens d'atteindre un niveau de prospérité, il a surtout engendré des divergences sociales et accentué le déséquilibre géographique qui sont autant de germes de la guerre. Entièrement centrée sur Beyrouth, cette prospérité a marginalisé le pays par rapport à la capitale, devenue le lieu de toutes les convoitises et le symbole des conflits. Les logiques de violence risquent d'être à nouveau au rendez-vous si des modalités d'expression ne sont pas trouvées pour le citoyen dans sa ville.

Article déposé en novembre 1995